



LE FÉMINISME EN BREF

Volume 7 - Numéro 3, FÉVRIER 1997

*m
o
t

d
e

l
a

P
r
é
s
i
d
e
n
t
e*

12 mars 1997 : pour la première fois peut-être, des centaines de femmes manifesteront devant la Bourse. D'habitude, on allait devant l'édifice de l'Hydro-Québec, où le Premier ministre a ses bureaux. Pourquoi ce changement et que signifie-t-il pour le mouvement des femmes ?

L'avènement du néolibéralisme ou du pouvoir financier triomphant, nous pousse à modifier nos analyses et nos stratégies. Bien sûr, nous avons souvent associé pouvoir politique et lobby économique. Mais jamais comme aujourd'hui n'avons nous constaté l'impériale puissance de ceux qui ne produisent rien; qui ne font que spéculer sur la richesse individuelle et collective.

Dans le Monde diplomatique de janvier, Ignacio Ramonet écrivait que nous nous trouvons devant des systèmes « globalitaires ». Ce n'est pas la dictature, puisque nous vivons dans une société où règne le pluralisme et la démocratie formelle, mais nous sommes tout de même loin d'une démocratie où les citoyennes et les citoyens sentent qu'elles et ils ont une emprise réelle sur le devenir social.

Puisque la Bourse constitue un pouvoir non-élu, les femmes disent à ces inconnus qui prétendent diriger leur vie qu'elles continuent de porter un projet de société féministe, qu'elles luttent pour un Québec solidaire, équitable, inclusif et ouvert sur le monde. Elles luttent pour la primauté des besoins sociaux sur l'argent. Et le 12 mars, elles rappelleront aussi à leurs gouvernements qu'ils ont été mis en place pour gérer le lien public en tenant compte des besoins de l'ensemble de la population.

Françoise David
Présidente

SOMMAIRE:

- 1** Le mot de la Présidente
- 2** De l'insécurité du revenu ...
- 3** Pour changer l'ordre des choses ...
- 4** Marche de l'An 2000
- 4** Femmes en jeu ...
- 5** Ces femmes qui interviennent en région
- 7** Des nouvelles du conseil régional ...
- 8** L'opération tissus va bon train
- 8** Femmes et économie sociale
- 11** Une assemblée publique
- 11** Éducation populaire autonome
- 12** Nouvelles en vrac

COLLABORATION:

Françoise David
 Madeleine Daoust
 Manon Massé
 Julie Raby
 Ginette Richard
 Mercédez Roberge
 Suzanne Biron

SECRETARIAT ET MONTAGE:

Suzanne Biron
 Maureen Watt

Fédération des femmes du Québec
5225, rue Berri, bureau 100
Montréal, Québec
H2J 2S4
Téléphone: 514-948-3262
Télocopieur: 514-948-3264

Voici les points saillants du mémoire de la FFQ (produit avec la collaboration de d'autres groupes de femmes) sur la réforme de la sécurité du revenu. Pour celles qui désirent se procurer la version intégrale, vous pouvez contacter la FFQ.

**DE L'INSÉCURITÉ DU
 REVENU À UN PARCOURS
 VERS L'INCONNU**

**UNE RÉFORME QUI CONTINUE D'APPAUVRIR LES
 FEMMES ASSISTÉES SOCIALES**

La Fédération des femmes du Québec s'est présentée devant la Commission des affaires sociales avec un message très clair: telle que formulée, la réforme de la sécurité du revenu appauvrit la majorité des femmes assistées sociales. Elle leur fait miroiter un retour à l'emploi après un parcours d'insertion obligé, comme si des milliers d'emplois allaient surgir par miracle d'une politique active du marché du travail dont nous connaissons seulement les grandes lignes.

Après une analyse approfondie du Livre vert, nous disons:

oui à des parcours d'insertion sociale, communautaire et vers l'emploi, en tenant compte de la situation et des difficultés des personnes concernées;

oui à l'allocation unifiée pour enfants au niveau du principe;

oui au développement de services de garde répondant aux besoins des familles québécoises;

oui à la hausse, très légère, des gains permis et au fait de laisser les parents gardiens conserver une partie de la pension alimentaire destinée aux enfants.

Mais **non** aux parcours obligés sans garantie d'emploi et sans que le gouvernement ait fait la preuve de l'efficacité et de l'accessibilité des mesures qu'il compte mettre en place. **Non** aux pénalités qui conduiront des personnes assistées sociales à la misère, voire à l'itinérance;

Non, par conséquent, à l'obligation faite aux mères monoparentales dont les enfants ont 2 ans, de participer à une mesure d'insertion sous peine de subir une forte pénalité. **Non** à l'appauvrissement de ces mères à qui l'on retire l'allocation de non-disponibilité (pour celles qui ont des enfants de 5 ans, en septembre 1997, puis pour les autres, les années suivantes). Ces mères ont déjà subi plusieurs coupures depuis un an et l'allocation unifiée pour enfants vient les appauvrir davantage. Ca suffit!

Non à toutes les compressions prévues dans la réforme de l'aide sociale. Un gouvernement prétendument social-démocrate doit cesser d'appauvrir les personnes les plus démunies économiquement.

La Fédération des femmes du Québec recommande:

Que le gouvernement du Québec et les entreprises fassent de la création d'emplois de qualité, une priorité absolue. Que le salaire minimum soit augmenté jusqu'au seuil de la pauvreté (8.30\$, l'heure).

Que les barèmes d'aide sociale soient augmentés jusqu'au seuil reconnu par le gouvernement comme pouvant assurer la couverture des besoins essentiels (667\$ par mois pour une personne seule). Qu'aucune personne assistée sociale ne subisse une baisse de revenu suite à la mise en application de la réforme. Appauvrissement zéro!

Que la prestation ne soit liée en aucune façon à l'obligation de participer à un parcours d'insertion. Que le gouvernement mette

rapidement en place l'ensemble des mesures favorisant l'insertion sociale, communautaire et en emploi. Que ces mesures soient réellement qualifiantes et conduisent vers l'obtention d'emplois durables et de qualité. Que l'implication communautaire des personnes soit reconnue comme une contribution sociale au même titre que l'emploi.

Que le gouvernement du Québec abolisse la coupure pour partage de logement, en commençant par les familles monoparentales, tel que promis durant la dernière campagne électorale.

D'autres recommandations sont incluses dans les dernières pages du mémoire de la FFQ. Notre organisme souhaite contribuer activement aux débats qui entoureront la réforme de la sécurité du revenu. Nous gardons l'espoir qu'une réforme plus audacieuse viendra combattre efficacement la pauvreté qui affecte plus de 800,000 personnes, au Québec.

**POUR CHANGER
L'ORDRE DES
CHOSSES : JE DONNE À
LA FFQ**

CAMPAGNE DE LEVÉE DE FONDS 1997

1996 : 30,000 \$ POUR 30 ANS ... BRAVO !

La campagne de 1996 a récolté, dans son ensemble, plus de 50,000 \$ nets dépassant de beaucoup notre objectif de 30,000 \$! Les dons se sont répartis sur toute l'année. Nous en recevons même encore de temps à autre. Au total, 549 dons ont été reçus majoritairement en provenance d'individu-e-s mais également de syndicats, de député-e-s, de regroupements et de compagnies.

Considérant que 3000 lettres ont été envoyées, le taux de réussite de la campagne de 96 s'élève à 18% ce qui est plus qu'intéressant car un taux de 5% est habituellement jugé excellent. On a donc toutes les raisons d'être fières des résultats et aussi d'aborder avec confiance la campagne de 97.

1997 : POUR CHANGER L'ORDRE DES CHOSSES : JE DONNE À LA FFQ

Le lancement de la campagne 97 a eu lieu le 24 février dernier, en présence de plus de 60 personnes, au bar Au hasard à Montréal. Mairaines, membres habitant la région métropolitaine et membres du Conseil d'administration s'y sont retrouvées pour un 5 à 7. L'événement nous fournissait l'occasion de caricaturer les positions économiques néolibérales de nos gouvernants lors d'un match d'improvisation animé par Ariane Émond.

Avant le début du match, Françoise David a expliqué que le match de hockey de la FFQ se veut un rappel amusant de l'analogie utilisé par Lucien Bouchard, durant le Sommet socio-économique. Un clin d'œil à ce sport d'où les femmes sont à toute fin pratique absentes.

L'équipe «Appauvrissement Zéro», composée de Tahani Rached, Vivian Barbot et Manon Massé, a remporté la victoire 4 à 3 face à l'équipe «Déficit Zéro», composée de Carolyn Sharp, Claire Patenaude et Nancy Burrows. Les improvisatrices et l'animatrice ont mis beaucoup d'énergie pour nous divertir. Les équipières ont brillamment défendu leur option au risque, pour les tenantes du «Déficit Zéro», d'avoir le mauvais rôle.

Carolyn Sharp nous a gratifié d'un moment fort en analysant le match «à la manière de Lionel Duval» tout comme Manon Massé qui elle, a décerné les punitions au gouvernement «à la manière de Françoise David». Tant les improvisatrices que les spectatrices et

spectateurs ont profité de l'occasion pour s'amuser et pour échanger.

50,000 \$ ET POURQUOI PAS DAVANTAGE ?

La campagne de levée de fonds 97 sera constituée d'une opération de publipostage s'adressant principalement aux individu-e-s, et d'actions médiatiques. La lettre de sollicitation sera postée à 4,000 personnes que nous croyons sensibles à notre cause. Comme l'an dernier, nous l'insérons aussi dans le présent envoi aux membres. Certaines d'entre-vous contribuent déjà à améliorer la situation financière de la FFQ en joignant un don lors de leur adhésion ou de leur renouvellement.

Afin de favoriser l'adhésion du plus grand nombre de femmes possible, quelle que soit leur condition économique, le montant de la cotisation individuelle est très peu élevé; il couvre à peine les frais relatifs aux envois aux membres. Voilà pourquoi nous comptons sur ces suppléments. La lettre de sollicitation se veut donc un rappel à celles qui ont la possibilité de faire un peu plus.

L'an dernier, 110 membres individuelles ont contribué soit durant la campagne soit lors du renouvellement de leurs cotisations, pour un montant total de 3,555 \$. Cela veut dire que 27% des membres individuelles ont effectué un don pour une moyenne de 32\$. Ce résultat mérite nos félicitations et nos plus sincères remerciements.

ET CE N'EST PAS TOUT !

La campagne de levée de fonds de la FFQ aura maintenant lieu annuellement. Le publipostage ne représente que la première phase d'une recherche de fonds plus globale. Parmi les sources actuelles de financement, plusieurs ne sont pas récurrentes et aucune n'est totalement garantie.

Par ailleurs, les projets de la FFQ sont de plus en plus importants. Il faut donc réunir à chaque année des fonds de plus en plus imposants. C'est à cette tâche que se consacrera maintenant le comité de financement en élaborant une stratégie de financement à long terme. Le comité verra à définir clairement les besoins et travaillera à l'élaboration de diverses avenues permettant à la FFQ d'aller chercher bon an mal an 150,000 \$. Les membres intéressées à partager leurs expertises en la matière sont invitées à contacter le comité de financement.

Mercédez Roberge
Agente de levée de fonds

MARCHE INTERNATIONALE DES FEMMES DE L'AN 2000

PLUS QU'UN RÊVE... UNE RÉALITÉ À CONSTRUIRE

C'est sous le thème *Une grande marche des femmes du monde en l'an 2000 pour l'égalité, le développement et la paix* que nous avons posté à plus de 500 groupes de femmes à travers la planète, une lettre (disponible en 7 langues) expliquant notre projet et les invitant à nous faire part de leur intérêt à participer à ce vaste mouvement. Déjà 30 réponses nous sont parvenues d'une vingtaine de pays différents et les femmes semblent très enthousiastes.

La prochaine étape consiste à créer le réseau des pays participants et à en accroître le nombre.

Si vous ou votre groupe, êtes en relation avec des groupes de femmes ou des femmes provenant d'ailleurs, n'hésitez pas à nous demander une copie de la lettre pour leur faire

parvenir. Plus que jamais, les femmes du monde sont prêtes à unir leur force pour revendiquer cette société juste et égalitaire dont elles sont porteuses.

FEMMES EN JEU...

UN JEU FÉMINISTE POUR DÉJOUER LE NÉOLIBÉRALISME

Les membres du comité « Tolérance/intolérance et droits des femmes » sont très fières de mettre à la disposition des femmes un outil d'animation **très très animé** pour comprendre et contrer le néolibéralisme. Grâce au travail constant du comité depuis plus d'un an, *Femmes en Jeu* voit maintenant le jour !

Des séminaires de formation seront offerts au mois de mars pour multiplier le nombre de femmes en mesure d'animer le jeu. À travers le réseau des tables régionales de groupes de femmes, des conseils régionaux de la FFQ et des regroupements nationaux, nous formerons les futures animatrices. C'est donc à compter d'avril que vous pourrez prendre contact avec elles pour participer à une séance de *Femmes en jeu*.

La première partie du travail étant complétée, le comité « Tolérance/intolérance et droits des femmes » s'attaque dès maintenant à l'autre volet du mandat. Ce travail mènera lui aussi à la réalisation d'un outil pédagogique mais cette fois, sur la diversité culturelle, pour éventuellement diffuser cet outil de réflexion dans les groupes de femmes de toutes les régions du Québec. Un autre grand défi nous attend et les membres du comité sont plus que prêtes à le relever.

Manon Massé
Agente aus dossiers

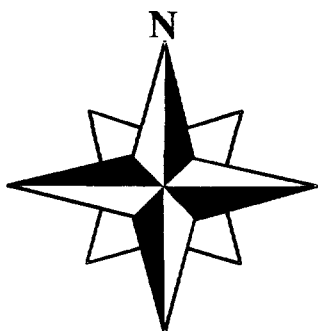
CES FEMMES QUI INTERVIENNENT EN RÉGION

LES TABLES RÉGIONALES DE GROUPES DE FEMMES ET ...

Le 14 janvier dernier, la FFQ rencontrait des représentantes des tables régionales de groupes de femmes ou vice-versa. C'était une première !

Au Québec, il existe 14 tables régionales, c'est-à-dire des « lieux » régionaux qui regroupent les groupes locaux de femmes intervenant sur toutes les problématiques touchant la vie des femmes. Toutes les régions du Québec ont donc leur table régionale. Cette structure a toujours joué un rôle important de concertation et de mise en commun des dossiers régionaux. Certaines tables existent depuis plusieurs années, mais depuis 1995, la totalité sont soutenues financièrement par le Secrétariat à l'action communautaire autonome (le SACA). Dans un contexte de régionalisation mur à mur comme on le connaît au Québec depuis quelques années, les tables régionales sont devenues des interlocutrices incontournables sur une multitude de dossiers.

La rencontre du 14 janvier avait comme objectif de mieux cerner les attentes et les besoins des tables et d'identifier le rôle que la FFQ peut assumer dans ses rapports avec ces dernières. La FFQ compte présentement 8 tables régionales membres, mais 12 tables étaient présentes lors de cette rencontre.



La participation de 12 représentantes aura permis entre autres de transmettre un portrait des objectifs des tables régionales, de leur plan de travail et de leur fonctionnement. Dans les faits, plusieurs tables sont dans un processus de restructuration et d'orientation où elles requestionnent entre autres leur membership; elles sont, en grande majorité, présentes sur les nombreuses instances régionales qui sollicitent leur présence. On peut donc parler d'épuisement pour ces femmes aux premières loges de la régionalisation, avec comme conséquence une surcharge de travail qui pèse souvent sur les mêmes personnes.

Le besoin de concertation a été nettement identifié car on sent une dispersion et un isolement régional qui privent les tables d'une vision provinciale commune leur permettant de dégager des enjeux et des actions concertées. La FFQ « peut » être un lieu de concertation provinciale, pour alimenter et outiller les groupes, être un lieu de réflexion dans le but de mobiliser; cependant la décision appartient aux tables régionales elles-mêmes. Le besoin de se revoir s'est clairement manifesté à la fin de la rencontre car l'ensemble des participantes désiraient se reparler. La FFQ et un comité aviseur formé de 4 à 5 représentantes de tables régionales se sont donné le mandat de préparer le contenu d'une réunion fixée au 23 mai. Toutes les tables régionales sont invitées, bien évidemment !

... LES CONSEILS RÉGIONAUX DE LA FFQ

Une deuxième rencontre provinciale des représentantes de conseils régionaux de la FFQ avait lieu à Québec, le 15 février dernier réunissant une quinzaine de femmes venant de 5 régions : Montréal, Québec, Mauricie-Bois-Francis-Drummond, le Saguenay et la Montérégie. L'objectif premier de la journée visait à questionner globalement, à partir d'un document de travail préparé par des membres du Conseil régional de Montréal, le rôle et les

fonctions d'un c.r., et d'autres règlements les concernant dans les statuts et règlement de la FFQ.

Les c.r. ont d'abord échangé sur leur plan de travail respectif, ce qui a permis de saisir le dynamisme et le rythme de croisière mis en place par chacun d'entre eux à travers les activités d'information et de formation. Puis, ils se sont attaqués au document de travail. Les questions concernant la place des membres individuelles et celle des conseils régionaux, au sein de la FFQ et la meilleure façon de les représenter au conseil d'administration provincial ont soulevé des débats de fond. Des propositions de modifications sur le rôle des conseils régionaux ont été discutées. Finalement, les participantes sont arrivées à la conclusion qu'il était peut-être prématuré de trancher définitivement car la majorité d'entre elles sont actives dans un conseil régional depuis à peine un an. Elles ont décidé de se donner du temps pour consolider leur structure régionale et développer une pratique terrain. Elles auront alors une compréhension plus pointue de leur rôle et pourront prendre des décisions plus éclairées. Les discussions sur les statuts et règlements sont donc partie remise.

Toutes les femmes présentes ont souligné le travail du conseil régional de Montréal pour la préparation du document de réflexion; ce document cerne parfaitement bien les éléments des statuts et règlements de la FFQ qui pourraient être modifiés. Les échanges de cette journée de réflexion serviront en quelque sorte de tremplin aux débats que nous devons avoir à moyen terme.

D'ici l'assemblée générale de la FFQ, les c.r. continueront sur leur lancée en tenant les activités régionales prévues à leur plan de travail.

Suzanne Biron

DES NOUVELLES DU CONSEIL RÉGIONAL MONTÉRÉGIE

Nos cafés-rencontres se poursuivent, ils ont habituellement lieu le 3^{ième} jeudi du mois. En janvier, nous recevions Madame Françoise David qui est venue nous entretenir de la pauvreté chez les femmes.

En février, nous avons organisé un atelier de fabrication de morceaux de tissu qui bout à bout, pour LE COUDE À COUDE, SANS RELÂCHE, se sont transformés en une jolie banderole. Pour celles qui ont vu le dépliant du 8 mars, nous avons repris les modèles des petites bonnes femmes pour les reproduire sur les bouts de tissu. En plus de l'identification CONSEIL RÉGIONAL MONTÉRÉGIE DE LA FFQ, l'une d'entre nous a découpé les lettres : « La colère est dans mon cœur ». Nous y avons pris beaucoup de plaisir.

Qu'allons-nous faire de cette banderole ? Elle ira rejoindre toutes les autres réalisées par les groupes de femmes en Montérégie. En effet, la Montérégie est un vaste territoire et les groupes de femmes y sont nombreux. La Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie fera une grande virée le 10 mars prochain, pour récupérer les banderoles de ses membres. Puis celles-ci seront acheminées à la FFQ à Montréal.

Pour les femmes des secteurs éloignés qui veulent contribuer à cette chaîne, vous pouvez confectionner votre bout de tissu (20 X 20 pouces) et aller le porter dans un des groupes membres de la Table de concertation. Les membres de la Table seront identifiés parmi les autres banderoles par la couleur de leurs bouts de tissu, **le vert**.

Enfin, Madame Hurteau de la Table de concertation rappelle aux groupes qui désirent remettre leur banderole lors de cette virée, d'aviser Madame Yvette Alain de la Table de concertation en composant le (514) 990-4729.

Madeleine Daoust
Comité de coordination du
Conseil régional de la Montérégie de la FFQ



L'OPÉRATION-TISSU VA BON TRAIN

Les 8 et 12 mars prochains seront pour bien des groupes de femmes des journées hautes en couleurs. En effet, depuis le début de février, le Québec au féminin prépare l'opération-tissu. À ce jour nous avons déjà reçu notre premier bout de tissu en provenance de Natashquan! De fil en aiguille l'enthousiasme se manifeste et nous assure que la chaîne finale sera très longue!

Pour celles d'entre vous qui se demandent encore en quoi consiste l'opération-tissu, voici quelques informations. Cette année pour célébrer le 8 mars, la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté convie le plus grand nombre de femmes possible à s'exprimer sur un bout de tissu de 20 pouces par 20 pouces (20''x 20'' ou 47 cm x 47 cm). Écrivez, brodez, cousez, collez, laissez-vous aller au gré de votre fantaisie pour exprimer votre message politique, poétique, d'espoir ou votre trop plein. Faites-le seule, en famille, entre amies, entre voisines, entre collègues de travail ou avec le centre des femmes de votre coin...allez-y amusez-vous et surtout faites-nous parvenir ces tissus à message à la FFQ avant le 12 mars à midi.

Une fois à la FFQ ces bouts de tissu seront assemblés en une immense chaîne, une belle et grande chaîne représentant la parole des femmes du Québec! Cette dernière sera dévoilée au rassemblement du 12 mars prochain devant la tour de la Bourse de Montréal (voir invitation dans cet envoi). Elle nous servira entre autres pour former un « coude à coude » de solidarité et de résistance.

En attendant de recevoir vos bouts de tissu, bon 8 mars!

Julie Raby, co-responsable de l'événement

FEMMES ET ÉCONOMIE SOCIALE

Les 18 et 19 février derniers, la FFQ organisait à Montréal une rencontre des femmes siégeant aux comités régionaux d'économie sociale (CRES). Cette rencontre visait à partager les divers constats sur la situation actuelle dans les CRES, à débattre des projets de nouvelles structures qui géreront le développement local et régional, à s'entendre sur des positions communes et à les affirmer en conférence de presse, à développer des axes de travail communs pour les prochains mois.

Au moment de la rencontre, l'étude des projets d'économie sociale n'était pas terminée dans toutes les régions. L'expérience était cependant suffisamment éloquente pour que les femmes soient en mesure d'identifier les obstacles et les conditions qui favoriseraient le développement de l'économie sociale. Les données déjà disponibles et l'expérience des femmes des différents CRES faisaient ressortir certains éléments. Par exemple, partout au Québec le plancher salarial de 8.30\$ a été respecté; d'une région à l'autre, il y a une majorité d'emplois destinés aux femmes; dans certaines régions, on

est arrivé à faire de la consolidation d'emploi malgré les normes qui imposaient la création de nouveaux emplois. Et lorsqu'on regarde le type de projets soutenus, on retrouve une variété de projets issus d'organismes communautaires visant, soit à offrir des services aux jeunes, aux femmes, aux familles, aux personnes handicapées, soit à faire de l'information, de l'éducation ou bien visant à soutenir des ressources pour le développement local, etc.

Au cours de la rencontre, des représentants du ministre Chevrette et du Secrétariat au développement des régions sont venus présenter le projet de livre blanc sur les nouvelles structures locales et régionales. Les femmes leur ont fait part des questions et des commentaires concernant les changements proposés. Le livre blanc définit les responsabilités relatives au développement qu'auront les divers paliers local, régional et national. Il propose également de nouvelles structures, élargit les CRES à d'autres secteurs (développement local, communautaire, coopératif, syndical) et surtout, il crée des comités locaux d'emploi (CLE) et de développement (CLD) à l'échelle des MRC qui géreront désormais le développement local, et donc, les projets d'économie sociale. Suite à cette rencontre, les femmes ont discuté entre elles des enjeux et ont identifié des points cruciaux. Elles ont fait une conférence de presse et elles se sont entendues pour participer à la tournée de consultation que compte entreprendre le ministre Chevrette vers la fin mars.

LES POSITIONS ADOPTÉES

LE RAPPEL DE VALEURS FONDAMENTALES

Le mouvement des femmes continue d'affirmer que l'économie sociale est porteuse de valeurs de solidarité, d'entraide et de justice sociale. Il réaffirme avec vigueur que les emplois générés par des initiatives en ce domaine doivent être

durables et de qualité. Il répète qu'il faut distinguer entre emploi et mesure d'employabilité. Il refuse, enfin, que toutes les femmes sans-emploi soient dirigées vers des projets axés sur les services aux personnes et aux communautés, alors que plusieurs d'entre elles veulent effectuer d'autres choix de carrière.

RETOUR SUR LES ENGAGEMENTS

GOVERNEMENTAUX

La FFQ et les femmes provenant des CRES, déplorent que l'argent promis par le gouvernement du Québec n'ait été que partiellement accordé jusqu'à ce jour. Elles réfutent les calculs du gouvernement qui comptabilise dans l'argent versé à l'économie sociale, des montants accordés pour des programmes d'employabilité.

ET LES PROJETS DE RESTRUCTURATION

Les femmes demandent que dans les structures régionales proposées (CRES et CLD), la parité hommes-femmes soit respectée. Elles revendiquent que les 4 sièges actuellement occupés par des représentantes du mouvement des femmes aux CRES soient maintenus. Par ailleurs, les groupes de femmes acceptent l'élargissement des CRES à d'autres partenaires sociaux et syndicaux. Elles demandent que les CRES soient décisionnels en matière d'orientations et d'axes prioritaires de développement de l'économie sociale dans une région.

Elles revendiquent également qu'un siège soit réservé à une représentante du mouvement des femmes dans les centres locaux de développement. Enfin, elles demandent un financement adéquat afin de soutenir la participation des femmes et des organismes communautaires aux diverses instances.

Enfin, quoique le gouvernement n'ait pas livré la marchandise, les femmes ont affirmé leur l'intention de continuer à se battre pour le

développement de l'économie sociale dans toutes les régions.

LES LIENS AVEC LE CHANTIER D'ÉCONOMIE SOCIALE

La question des liens avec le Chantier d'économie sociale a été au coeur de ces 2 jours. Plusieurs personnes du Chantier ont participé à la rencontre. Il a été décidé de renforcer les liens entre les CRES et le Chantier. Les CRES constitueront des points d'ancrage du Chantier en région et le Chantier s'est engagé à réaliser une tournée des régions le plus tôt possible afin de faire le point sur la situation dans chaque région.

LES AXES DE TRAVAIL DES PROCHAINS MOIS

L'ÉCONOMIE SOCIALE, SUBSTITUT AUX SERVICES PUBLICS?

Face à l'enjeu pour l'économie sociale de devenir un substitut aux services publics, les femmes se sont entendues sur des stratégies locales et régionales. Elles entendent lutter avec les syndicats pour que le public reste public et pour éviter les coupures dans ce secteur. De même, elles entendent se concerter avec les secteurs concernés: syndical, bénévole, communautaire, organisateurs et organisatrices communautaires de CLSC afin d'éviter que les projets d'économie sociale ne servent de substituts au secteur public.

LES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

En plus des représentations qu'elles comptent faire sur la composition et le mandat des futures structures locales et régionales, les femmes siégeant aux comités régionaux de développement (CRD) se proposent de faire pression afin que l'ensemble des CRD comptent un siège femme.

L'ÉCONOMIE SOCIALE, RENTABLE?

Confrontées constamment à la tendance à vouloir évaluer l'économie sociale en terme de rentabilité économique, elles ont identifié des possibilités d'axes de travail. Un moyen, entre autres, sera d'insister sur la dimension sociale des groupes. Celle-ci les amène à développer de multiples activités et services générateurs d'emplois bien sûr, mais en lien avec la mission sociale. Par ailleurs, certains groupes ont déjà travaillé à évaluer l'impact de leur travail et ainsi ont démontré leur rentabilité *sociale*. Il sera pertinent de rassembler ces études et de les offrir comme outil pour appuyer les projets d'économie sociale. Il faudra également travailler à préserver et accroître les sources actuelles de financement public.

ET LE FINANCEMENT?

Il faut encore insister sur l'urgence d'assouplir les cadres de financement, d'éliminer les normes contraignantes, les programmes d'employabilité et de permettre la création de véritables emplois, soit par la création de nouveaux emplois ou la consolidation d'emplois existant. On veut s'assurer de disposer d'une enveloppe protégée pour l'économie sociale.

ET LES SUITES?

À court terme, outre ces pistes d'action, les femmes ont demandé la tenue d'une rencontre au national réunissant Chantier de l'économie sociale, FFQ, syndicats, regroupements des organisateurs et organisatrices communautaires de CLSC et la coalition solidarité santé afin de discuter des enjeux reliés aux secteurs aide domestique/maintien à domicile, petite enfance et périnatalité.

Ginette Richard
organisatrice de l'événement

UNE ASSEMBLÉE PUBLIQUE SUR LA RÉFORME DE L'AIDE SOCIALE

Le 17 février dernier se tenait la soirée d'échanges et de débats organisée par la FFQ et d'autres regroupements nationaux de femmes autour du thème « Les femmes face à la réforme de la sécurité du revenu ». Fort consciente des divergences présentes au sein même du mouvement des femmes, la FFQ voulait par cette occasion ouvrir franchement la discussion sur certains des enjeux inhérents à la réforme de la sécurité du revenu.

Animée par Armande St-Jean, la formule proposée cherchait à approfondir en petit groupe de discussion, trois questions faisant actuellement l'objet de controverses: 1- La prestation d'aide sociale doit-elle être conditionnelle à la participation à un parcours d'insertion ?, 2- Les mères à l'aide sociale qui ont de jeunes enfants doivent-elles obligatoirement retourner au travail ?, 3- Les personnes à l'aide sociale doivent-elles contribuer à l'élimination du déficit ? La deuxième partie de la soirée était lancée par les allocutions de Diane Lemieux du Conseil du Statut de la Femme et de Françoise David. Le débat devait alors se faire autour des perspectives de ce que devrait être une réforme de l'aide sociale juste et équitable.

Mais, le débat n'a pas vraiment eu lieu... Unanimement, les quelque cent participantes sont allées dans le sens des positions tenues par les panelistes -Josée Belleau, de l'R des centres de femmes, Sylvie Lévesque, de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec et Thérèse Sainte-Marie, du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail - et se sont prononcées contre les principes soulevés par les trois

questions. Pourtant, lors des discussions en sous-groupes les avis n'étaient pas toujours unanimes...

Qu'à cela ne tienne ce fut une soirée d'échanges fort intéressante où les femmes ont pu approfondir la discussion, confirmer et bonifier leur argumentation. L'ensemble des participantes ont fait une évaluation très positive de la soirée et sont ressorties avec le sentiment d'avoir solidifié des solidarités.

Il demeure néanmoins que la réforme de la sécurité du revenu soulève des questions fondamentales; elle donne une indication sur le type de société vers lequel nous nous dirigeons. Est-ce vraiment la société que nous voulons ? C'est pourquoi il faut continuer de nous tenir informées et d'en parler ouvertement autour de nous.

Julie Raby
organisatrice de l'événement

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'ÉDUCATION POPULAIRE (PSÉPA)

La FFQ, en tant que membre de la Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome, continue la bataille auprès de la ministre de l'éducation, madame Pauline Marois, afin de faire reconnaître l'éducation populaire autonome et augmenter les budgets alloués au programme PSÉPA.

Pourquoi une augmentation en ces temps de coupures? Actuellement, plusieurs groupes sont en attente d'accréditation pour avoir accès aux subventions du programme PSÉPA. Par ailleurs, ceux qui le sont déjà reçoivent un budget nettement insuffisant pour répondre aux

besoins croissants de la population qu'ils rejoignent.

Comme vous le savez peut-être, la Table des fédés en collaboration avec le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec, le Regroupement des organismes volontaires d'éducation populaire et le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec ont déposé l'automne dernier à madame Marois, une proposition visant l'adoption d'une loi spécifique en éducation populaire autonome. Par cette proposition, notre coalition veut que le gouvernement s'engage clairement à reconnaître et financer l'éducation populaire autonome.

Dans le contexte actuel, le gouvernement ne semble nullement intéressé à élaborer une nouvelle loi. C'est pourquoi nous ferons pression à différents niveaux pour continuer notre lutte.

Manon Massé

NOUVELLES EN VRAC

LE POUVOIR : UN MÉTIER NON TRADITIONNEL!

Comment briser le plafond de verre qui empêche les femmes d'accéder aux différentes formes de pouvoir en parité avec leurs collègues masculins? Quels sont les obstacles à surmonter? Quelle est notre part de responsabilité? Le pouvoir féminin est-il une menace? C'est à ces questions que nous sommes toutes conviées à réfléchir dans le cadre du Forum des femmes 97, les 12-13-14 mars 1997, organisé par la CEQ. Elle lance donc une invitation aux femmes intéressées à discuter de ce sujet et la participation des groupes autonomes de femmes est souhaitée de la part

de nos consœurs syndicales. Il reste encore des places et vous pouvez vous en prévaloir en contactant Denise Girard ou Marie Lemieux au (514) 356-8888.

POUR LE 8 MARS, UNE FOULE D'ACTIVITÉS

☉ INVITATION AUX LESBIENNES DE QUÉBEC

Ça se passe au CARTOON CAFÉ, 269 rue St-Jean, à Québec, samedi le 8 mars de 13 heures à ... tard! Au programme: un atelier sur « *Notre cinoche à nous* » avec Nicole Vendette, suivi d'un autre atelier sur « *Lesbiennes et mouvement féministe au Québec* » avec Irène Demczuk. On invite les femmes à rester sur place pour bouffer et placoter puis assister à un spectacle à la bonne franquette, ambiance « Jam Session » et plus tard, participer à une super danse avec une bonne D.J. !!!

☉ À L'ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE

Une invitation à une conférence de Denyse Baillargeon, professeure d'histoire à l'Université de Montréal. Madame Baillargeon a interviewé une trentaine de femmes sur leur vie de jeunes épouses au temps de la crise des années 30: les rencontres et les relations amoureuses, le mariage, le travail domestique, la planification des naissances, les enfants, etc... Peu d'écrits existent sur la vie de ces milliers de femmes: leur « règne », par chance, ne s'est pas limité à celui du foyer! Cette conférence donnera l'occasion de rendre hommage au courage et à la détermination de ces femmes d'hier à l'approche de la Journée internationale des femmes. Pour réservation: (514) 528-8444, Écomusée du fier monde, 2050 rue Amherst, Montréal. Le coût: 4\$ pour les adultes, 3\$ pour les étudiants et l'âge d'or incluant la conférence et la visite de l'Écomusée.

⊗ À L'INSTITUT SIMONE DE BEAUVOIR

Le vendredi 7 mars à midi : Dans le cadre du Séminaire des Chercheur-es Associé-e-s, Roksana Bahramitash présentera une conférence intitulée « *From Mexico to Beijing and Beyond* ». Le même jour de 14h à 16h : Les membres de l'Association des étudiant-e-s en Études des femmes, avec la participation de Trevor Gould, Fellow de l'Institut, ont invité des étudiant-e-s en Beaux-Arts à présenter leurs créations et à en discuter dans un contexte féministe. Toutes et tous sont invité-e-s à y participer et à déguster les vins et fromages. Pour plus de renseignements : (514) 848-23743

⊗ LES FEMMES ET LE TRAVAIL : VIVE LA DIVERSITÉ

C'est sous ce thème que Condition féminine Canada invite la population à fêter la Journée internationale des femmes (JIF). Le thème célèbre les progrès réalisés par les femmes vers l'autonomie économique au cours du dernier siècle. Il reflète aussi les réalités et les défis auxquels sont aujourd'hui confrontées les Canadiennes. Les documents disponibles pour cet événement comprennent un article de nature générale pour des publications ou des bulletins internes tel l'historique de la JIF, un jeu-questionnaire, une liste d'activités proposées, une liste des films recommandés par l'Office national du film, ainsi que des citations de Canadiennes. On peut se procurer ces documents à Condition féminine Canada à l'adresse suivante : Relations extérieures et communication, bureau 700 - 360, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 1C3, par téléphone au (613) 995-7835.

⊗ LA CHAIRE D'ÉTUDE SUR LA CONDITION DES FEMMES ...

En collaboration avec le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF), la

coordonnatrice à la condition féminine et la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval invitent les femmes à la projection du documentaire *Désirs de liberté*, mercredi le 5 mars, à midi. Ce documentaire relate 30 ans d'histoire des femmes. De 1965, année des célébrations du 25^e anniversaire du droit de vote pour les femmes, à 1995 et « *La marche du pain et des roses* », 30 ans défilent devant nos yeux. Les témoignages nous font revivre cette période unique au cours de laquelle de nombreuses femmes ont travaillé à construire le mouvement de fond qu'est le féminisme dans la société québécoise. Les mêmes organisatrices invitent également les femmes de la communauté universitaire à une Rencontre de solidarité au cours de laquelle se fera le lancement du volume 9, # 2 de la revue *Recherches féministes* intitulé « *Les âges de la vie* » de même que la remise de la Bourse de doctorat de la Chaire d'étude sur la condition des femmes. Ca se passe aussi le mercredi 5 mars, de 16h30 à 18h30, au Pub de l'Université Laval. Pour informations : (418) 656-2922.

⊗ UNE MARCHÉ DES FEMMES À MONTRÉAL

Le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, le Centre d'aide aux travailleuses et travailleurs accidenté-e-s, le Forum des Femmes invitent les femmes travailleuses, étudiantes, groupes, familles ainsi que toute personne intéressée à participer à une marche des femmes qui aura lieu à Montréal, le 8 mars sous le thème « Pour un programme prosocial ». Ces organisations ont décidé ensemble d'organiser cette action publique à laquelle toutes sont conviées. Le thème indique la direction vers laquelle les femmes demandent que la société progresse. Elles s'opposent de ce fait à l'offensive antisociale que mènent différents paliers de gouvernement, fédéral comme provincial contre les femmes, qu'elles soient travailleuses, étudiantes, immigrantes et contre les citoyens en général. Vous êtes toutes invitées à vous joindre à cette marche des

femmes à Montréal avec vos propres demandes et revendications.

Départ : Coin Rachel et Calixa Lavallée (nord du parc Lafontaine) - Samedi le 8 mars, à 14h00.

Pour plus de renseignements, communiquer avec le Forum des Femmes : (514) 256-9651.

NOUVELLES PUBLICATIONS

✿ AUX ÉDITIONS DU REMUE-MÉNAGE *FEMMES ET REPRÉSENTATION POLITIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA*

S'il est encore vrai que les femmes ne jouent souvent qu'un rôle secondaire dans la vie politique, les réflexions présentées ici témoignent pourtant d'une volonté de s'affranchir de ce statut de citoyennes de seconde catégorie, et ce, par de multiples stratégies : se réapproprier le savoir, intégrer toutes les instances du pouvoir politique, intervenir sur les décisions de l'État, développer de nouvelles formes de représentation politique.

On trouvera dans *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada* un large éventail de questionnements portant sur les notions même de citoyenneté et de représentation politique, sur la transformation des rapports des femmes à l'État, ainsi que sur leur participation aux diverses institutions démocratiques : des partis politiques aux instances juridiques, aux commissions scolaires et aux comités régionaux et municipaux, en passant par les groupes féministes, les femmes remettent en question les frontières de leur citoyenneté.

Des textes de Caroline Andrew, Linda Cardinal, Yolande Cohen, Marie-Andrée Couillard, Micheline de Sève, Danielle Dufresne, Winnie Frohn, Édith Garneau, Diane Lamoureux,

Chantal Maillé, Martine Perreault, Denise Piché, Marie-Blanche Tahon et Manon Tremblay.
Pour information : Ginette Péloquin (514) 982-0730

✿ DISPONIBLES À RELAIS-FEMMES

La réforme de la sécurité du revenu et son impact sur les familles, produit par Ruth Rose à l'intention des groupes de femmes du Québec, et *Innovations et contraintes de la pratique organisationnelle féministe*, signé Nancy Guberman, Danielle Fournier, Jennifer Beeman, Jocelyne Lamoureux et Lise Gervais. Pour passer votre commande, contactez Chantal Lamarre de Relais-Femmes au (514) 844-1598.

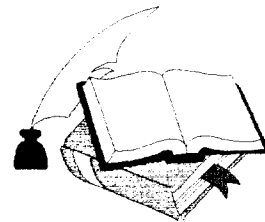
✿ ÉDITIONS SECTION JACQUES-VIGER DE LA Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

« *Cent soixante femmes du Québec, 1834-1994* ». De courtes biographies de femmes inconnues, ou presque, qui ont travaillé, dans divers domaines, à bâtir le Québec d'aujourd'hui. Loin dans l'espace ou le temps, elles sont toutes proches de nous par leur esprit et leurs activités. En collaboration, 255 pages, 15\$. Pour informations : (514) 843-8851.

UN AUTRE ESPACE DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

Jeudi le 13 mars prochain, se tiendra un colloque sur *L'économie sociale et les services sociaux et de santé : enjeux et perspectives*. Ce colloque est organisé par la revue *Nouvelles pratiques sociales* en collaboration avec la revue *Économie et solidarités* (anciennement *Coopératives et développement*) sous la responsabilité de Denis Bourque, Clément Mercier, Linda Vallée et Yves Vaillancourt. Vous pouvez vous procurer un dépliant d'information et le coupon d'inscription en contactant *Nouvelles pratiques sociales* au (514) 987-3000 # 4721. Cet événement se tiendra à l'université du Québec à Montréal, de 9h à 16h.

**ENCORE UN RAPPEL
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA FFQ LES 23 ET 24 MAI
PROCHAINS, AU CENTRE
ST-PIERRE À MONTRÉAL.
VOUS RECEVREZ LES
DOCUMENTS DE
PRÉPARATION VERS LA
MI-AVRIL**



En plus du mémoire de la FFQ sur la réforme de la sécurité du revenu et du mémoire sur la médiation familiale disponibles sur demande, vous pouvez aussi vous procurer un texte intitulé *Du Sommet socio-économique...à l'insécurité du revenu*, qui trace un bilan et dégage des perspectives. Contactez-nous.